

Calcul du produit intérieur brut (PIB)

Question

Les turbulences de ces dernières semaines ont mis en exergue les faiblesses de notre système économique ! Selon toute évidence, on se réfère à des critères inadéquats, voire faux pour paramétrer notre développement économique. Le produit intérieur brut (abrégé PIB) représente la valeur totale des biens (marchandises et services) produits au cours d'une année à l'intérieur des frontières d'une entité économique et destinés à la consommation. Dans ce contexte, l'économie nationale est subdivisée en un secteur primaire d'exploitation de ressources naturelles, en un secteur secondaire de transformation de marchandises et en un secteur tertiaire de services.

Il est de plus en plus critiqué que la maximisation du produit intérieur brut soit le seul et unique critère déterminant dans une politique de croissance économique. Il est entre autres reproché au PIB de faire abstraction de la prospérité d'une nation, de l'égalité de ses citoyens, ou encore de la qualité de vie dont ils jouissent. D'autres facteurs tels la paix sociale, la qualité de l'air, les zones de loisirs et la préservation des ressources naturelles ne sont non plus pris en considération par le PIB, encore moins le développement durable. Ces facteurs concernent surtout l'activité des secteurs primaire et secondaire.

Au vu de la proportion de l'agriculture dans notre canton, de tels critères devraient être pertinents. Il serait temps de revaloriser l'approvisionnement de la population avec des aliments sains. N'est-ce pas une contradiction de mettre l'accent sur la beauté du paysage et sur sa valeur de zone de récréation, alors que le PIB ne retient pas ces éléments comme source de valeur ajoutée ?

Les services

Un service, dans le sens des sciences économiques, est un bien économique qui ne consiste pas en la fourniture d'un bien tangible, mais en la mise à disposition, par une personne physique ou morale, d'une capacité technique ou intellectuelle, en réponse aux besoins du client. Comme typiques branches prestataires de services, citons l'éducation, la gastronomie, l'hôtellerie, les régies immobilières, la santé, le commerce, les services informatiques, les télécommunications, les services financiers (p. ex. les banques), l'administration publique, la sécurité, les traductions, les transports, les assurances, l'approvisionnement en eau et énergie, la recherche, etc.

La valeur des services est disproportionnée par rapport aux biens matériels fournis par les secteurs primaire et secondaire. De plus, le secteur tertiaire est beaucoup trop détaillé par rapport à ces deux derniers.

Voici donc mes questions au Conseil d'Etat:

1. Le Conseil d'Etat est-il disposé à reconsidérer les critères du PIB, en tenant compte du développement durable et des autres facteurs de valeur ajoutée mentionnés ci-dessus ?
2. Le Conseil d'Etat est-il disposé à faire examiner ce sujet auprès de notre université ?
3. Le Conseil d'Etat est-il d'accord de contacter les organismes ad hoc au niveau national pour demander une révision du PIB en tenant compte de ces considérations ?

Réponse du Conseil d'Etat

Le produit intérieur brut est un indicateur macroéconomique qui, comme le rappelle l'intervenant, mesure la valeur de la production de biens et de services d'un pays ou d'une région. S'il existe bien un PIB officiel au niveau national, publié par le seco (PIB trimestriel) et l'OFS (PIB annuel), aucune valeur cantonale ne fait l'objet d'une publication statistique officielle. On trouve par contre plusieurs estimations de PIB cantonaux et régionaux émanant d'instituts universitaires ou privés, comme le BAK Basel Economics, l'Institut de macroéconomie appliqué de l'Université de Lausanne (Créa), la Konjunkturforschungsstelle (KOF) de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich ou encore le Credit Suisse Economic Research. Les banques cantonales romandes ont par exemple mis sur pied un partenariat avec le Créa et publient des PIB romand et cantonaux (voir « La force économique de la Suisse romande », Banques cantonales romandes et Forum des 100, mai 2008). De nombreux cantons, dont Fribourg, ont un accord avec le BAK Basel Economics pour le calcul et la publication de PIB cantonaux et régionaux (voir « Perspectives de l'économie fribourgeoise », publication éditée par la Banque cantonale et le Service cantonal de la statistique). Le Service cantonal de la statistique, la Banque cantonale de Fribourg et le BAK Basel Economics viennent d'ailleurs de renouveler leur partenariat et de l'étendre à l'estimation et la publication de PIB non seulement pour le canton, mais également par districts.

L'absence de données officielles sur les PIB régionaux ouvre la porte à la multiplication des sources privées. Heureusement, ces sources privées convergent largement au niveau des résultats obtenus. Mais elles ne constituent pas des statistiques publiques et ne répondent de ce fait pas toujours à tous les critères et toutes les exigences de la statistique publique, notamment en matière de transparence des méthodes. Conscients de ce problème, les services cantonaux et communaux de statistique, par leur association faîtière la Conférence suisse des offices régionaux de statistique (CORSTAT), ont émis le souhait que l'Office fédéral de la statistique (OFS) reprenne le calcul des PIB cantonaux à son compte.

Les comptes nationaux en général, la définition et les méthodes de calcul du PIB en particulier, font l'objet de recherches scientifiques dans le monde entier et sont le fruit d'une intense collaboration au niveau international. Pour des raisons de comparabilité, le Service de la statistique du canton de Fribourg privilégie, pour les données régionales, les solutions qui se conforment aux directives internationales et nationales. Le Conseil d'Etat partage le point de vue de l'intervenant selon lequel le PIB ne constitue pas une mesure universelle du bien-être ou de la performance globale d'une société. Comme on peut le constater à la lecture de son programme gouvernemental, le Conseil d'Etat ne considère d'ailleurs en aucun cas la maximisation du PIB comme l'objectif unique de son action. Il considère le PIB comme un indicateur – parmi d'autres – de la santé et de la progression de l'économie, ni plus ni moins. La prise en compte d'autres objectifs et indicateurs, comme la qualité de vie ou le développement durable, ne doit pas forcément passer par une intégration de ces notions dans le PIB, mais plutôt par l'utilisation de critères dédiés. Le Service cantonal de la statistique s'applique d'ailleurs à fournir une large palette d'informations cantonales dans les 19 domaines de la statistique nationale. La littérature économique fait certes état de nombreuses tentatives de définir un indicateur synthétique de « bonheur national brut », suivant l'idée émise dès les années 1970 notamment par le roi du Bhoutan Jigme Singye Wangchuck, mais le « bonheur national brut » ne s'est jamais imposé comme mesure statistique reconnue et la mise sur pied d'un indicateur subjectif et non concerté sur le plan national ou même international n'aurait que peu de signification au niveau d'un canton. Cela étant, la situation actuelle n'est pas définitive et le Conseil d'Etat suit avec intérêt l'évolution scientifique dans ce domaine, et notamment les travaux en cours à l'OCDE en vue du développement d'un « PIB vert », travaux qui font suite aux idées émises par l'économiste américain et Prix Nobel Joseph E. Stiglitz et auxquels le professeur Wolfgang Brachinger de l'Université de Fribourg est associé.

Le Conseil d'Etat répond comme suit aux questions spécifiques de l'intervenant :

1. Il n'envisage pas d'intégrer de nouveaux éléments dans le calcul du PIB proprement dit. Par contre, il veut continuer, comme il l'a fait jusqu'ici, à tenir compte d'autres critères, et notamment de ceux évoqués par l'intervenant, dans la détermination et l'évaluation de ses politiques. Il est favorable à l'idée d'intégrer dans ses analyses et ses objectifs la notion de « PIB vert » dès qu'un indicateur fiable et reconnu sera à disposition.
2. Le Conseil d'Etat privilégie la voie de la collaboration intercantonale en matière de développement d'une statistique officielle du PIB. Il n'est toutefois pas envisagé actuellement de mandater l'Université de Fribourg pour une étude particulière. Dans ce cadre, les travaux universitaires connus en la matière pourraient être pris en compte, y compris ceux qui émaneraient de l'Université de Fribourg.
3. De façon générale, le Conseil d'Etat est favorable à une prise en compte des aspects évoqués par l'intervenant dans la fixation et l'évaluation de ses objectifs et s'engage à défendre ce point de vue au sein des instances nationales dans lesquelles de telles questions seraient abordées.

Fribourg, le 16 décembre 2008